

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2016/22509]

22 DECEMBRE 2016 – Loi instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

- 1° "l'arrêté royal n° 38" : l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;
- 2° "le travailleur indépendant" : le travailleur indépendant visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 38;
- 3° "l'aidant" : l'aidant visé à l'article 6 de l'arrêté royal n° 38, qui n'est pas conjoint aidant;
- 4° "le conjoint aidant" : le conjoint aidant visé à l'article 7bis de l'arrêté royal n° 38;
- 5° "le demandeur" : le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant qui introduit une demande en vue d'obtenir le droit passerelle visé dans la présente loi;
- 6° "le bénéficiaire" : le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant qui bénéficie du droit passerelle visé dans la présente loi;
- 7° "la caisse d'assurances sociales" : la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants visée à l'article 20, § 1^{er} et 3, de l'arrêté royal n° 38;
- 8° "l'Institut national" : l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants visé à l'article 21 de l'arrêté royal n° 38;
- 9° "la prestation financière" : la prestation octroyée en vertu de la présente loi;
- 10° "les droits sociaux" : les droits octroyés en vertu de la présente loi.

Art. 3. La présente loi instaure un droit passerelle qui consiste en :

- 1° une prestation financière et
- 2° le maintien des droits sociaux en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

CHAPITRE 2. — *Le champ d'application*

Art. 4. La présente loi est applicable :

- 1° aux travailleurs indépendants faillis, et aux gérants, administrateurs et associés actifs d'une société commerciale déclarée en faillite;
- 2° aux travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants qui ont obtenu du juge l'homologation d'un plan de règlement amiable dans le cadre d'un règlement collectif de dettes, à qui un plan de règlement judiciaire a été imposé ou qui ont obtenu une adaptation ou révision du règlement, au sens de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vent de gré à gré des biens immeubles saisis, dans une période de trois ans précédant le premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel l'activité indépendante a été cessée;
- 3° aux travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, sont forcés d'interrompre toute activité indépendante;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2016/22509]

22 DECEMBER 2016. — Wet houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

- 1° "het koninklijk besluit nr. 38" : het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 2° "de zelfstandige" : de zelfstandige bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38;
- 3° "de helper" : de helper bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 38, die geen meewerkende echtgenoot is;
- 4° "de meewerkende echtgenoot" : de meewerkende echtgenoot bedoeld in artikel 7bis van het koninklijk besluit nr. 38;
- 5° "de aanvrager" : de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot die een aanvraag indient tot het bekomen van het in deze wet bedoelde overbruggingsrecht;
- 6° "de begunstigde" : de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot die het in deze wet bedoelde overbruggingsrecht geniet;
- 7° "het sociaal verzekeringsfonds" : de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen bedoeld in artikel 20, § 1 en 3, van het koninklijk besluit nr. 38;
- 8° "het Rijksinstituut" : het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen bedoeld in artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 38;
- 9° "de financiële uitkering" : de krachtens deze wet toegekende uitkering;
- 10° "de sociale rechten" : de krachtens deze wet toegekende rechten.

Art. 3. Deze wet voert een overbruggingsrecht in, bestaande uit :

- 1° een financiële uitkering en
- 2° het behoud van de sociale rechten inzake de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

HOOFDSTUK 2. — *Het toepassingsgebied*

Art. 4. Deze wet is van toepassing op :

- 1° de gefailleerde zelfstandigen en de zaakvoerders, bestuurders en werkende vennoten van een handelsvennootschap die failliet verklaard werd;
- 2° de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten die in het kader van een collectieve schuldenregeling van de rechter de homologatie van een minnelijke aanzuiveringsregeling verkregen hebben, een gerechtelijke aanzuiveringsregeling opgelegd geweest zijn of een aanpassing of herziening van de regeling verkregen hebben, in de zin van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, binnen een periode van drie jaar die voorafgaat aan de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de zelfstandige activiteit werd stopgezet;
- 3° de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten die, door omstandigheden onafhankelijk van hun wil, gedwongen worden elke zelfstandige activiteit te onderbreken;

4° aux travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants qui se trouvent en difficultés économiques et qui cessent officiellement toute activité indépendante.

CHAPITRE 3. — *Les conditions*

Art. 5. § 1^{er}. Pour bénéficier du droit passerelle visé à l'article 3, les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants visés à l'article 4 doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- 1° prouver leur assujettissement dans le cadre de l'arrêté royal n° 38 pendant les quatre trimestres précédant immédiatement le premier jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel le fait se produit;
- 2° pour la période visée au 1°, être redevable des cotisations visées aux articles 12, § 1^{er}, 12, § 1^{ter} ou 13bis, § 2, 1° ou 2°, de l'arrêté royal n° 38;
- 3° avoir effectivement payé des cotisations visées au 2° pour au moins quatre trimestres, pendant la période de seize trimestres qui précède le premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel le fait se produit;
- 4° ne pas exercer d'activité professionnelle à partir du premier jour qui suit le jour où le fait se produit;
- 5° ne pas pouvoir faire valoir de droits à un revenu de remplacement à partir du premier jour qui suit le jour où le fait se produit;
- 6° avoir en Belgique leur résidence principale, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

§ 2. Par "fait", visé au paragraphe 1^{er}, on entend :

- 1° le jugement déclaratif de faillite dans les cas visés à l'article 4, 1°;
- 2° la cessation de l'activité indépendante dans les cas visés à l'article 4, 2° et 4°;
- 3° le début de l'interruption de l'activité indépendante dans les cas visés à l'article 4, 3°.

Art. 6. Les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants ne peuvent bénéficier du droit passerelle qu'à condition qu'ils :

- 1° ne soient pas condamnés sur base des articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal dans les cas visés à l'article 4, 1°;
- 2° n'aient pas manifestement organisé leur insolvabilité, au sens de la loi précitée du 5 juillet 1998, dans les cas visés à l'article 4, 2°;
- 3° n'aient pas obtenu le droit passerelle suite à des manœuvres frauduleuses ou à des déclarations fausses ou sciemment incomplètes dans les cas visés à l'article 4, 3° et 4°.

CHAPITRE 4. — *La période d'octroi*

Art. 7. § 1^{er}. La période d'octroi de la prestation financière débute au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le fait visé à l'article 5, § 2, se produit.

§ 2. La période d'octroi des droits sociaux débute au premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel le fait visé à l'article 5, § 2, se produit.

§ 3. Les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants peuvent plusieurs fois bénéficier du droit passerelle visé à l'article 3, sans que sa durée totale pendant la carrière professionnelle entière puisse s'élever à plus de :

- 1° douze mois en ce qui concerne la prestation financière et
- 2° quatre trimestres en ce qui concerne les droits sociaux.

Cependant, la durée maximum est réduite des mois et trimestres dont l'indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant a déjà bénéficié depuis le 1^{er} juillet 1997 en vertu de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et ses arrêtés d'exécution, à l'exception de l'article 2bis de l'arrêté royal précité et les arrêtés d'exécution dudit article.

CHAPITRE 5. — *Dispositions communes*

Section 1^{re}. — *La procédure de demande*

Art. 8. § 1^{er}. Les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants doivent introduire leur demande auprès de la caisse d'assurances sociales à laquelle ils étaient affiliés en dernier lieu.

4° de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten die zich in economische moeilijkheden bevinden en elke zelfstandige activiteit officieel stopzetten.

HOOFDSTUK 3. — *De voorwaarden*

Art. 5. § 1. Om het in artikel 3 bedoelde overbruggingsrecht te genieten, moeten de in artikel 4 bedoelde zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

- 1° hun verzekeringsplicht bewijzen in het kader van het koninklijk besluit nr. 38 gedurende de vier kwartalen die onmiddellijk voorafgaan aan de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het feit zich voordoet;
- 2° voor de in 1° bedoelde periode, de in de artikelen 12, § 1, 12, § 1^{ter} of 13bis, § 2, 1° of 2°, van het koninklijk besluit nr. 38 bedoelde bijdragen verschuldigd zijn;
- 3° de in 2° bedoelde bijdragen voor minstens vier kwartalen tijdens het tijdvak van zestien kwartalen dat voorafgaat aan de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het feit zich voordoet effectief betaald hebben;
- 4° geen beroepsactiviteit uitoefenen vanaf de eerste dag die volgt op de dag waarop het feit zich voordoet;
- 5° geen recht kunnen laten gelden op een vervangingsinkomen vanaf de eerste dag die volgt op de dag waarop het feit zich voordoet;
- 6° in België hun hoofdverblijfplaats hebben, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 2. Onder feit, bedoeld in paragraaf 1, wordt verstaan :

- 1° het vonnis van faillietverklaring in de gevallen bedoeld in artikel 4, 1°;
- 2° de stopzetting van de zelfstandige activiteit in de gevallen bedoeld in artikel 4, 2° en 4°;
- 3° het begin van de onderbreking van de zelfstandige activiteit in de gevallen bedoeld in artikel 4, 3°.

Art. 6. De zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten kunnen het overbruggingsrecht slechts genieten op voorwaarde dat zij :

- 1° niet zijn veroordeeld op grond van de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek in de gevallen bedoeld in artikel 4, 1°;
- 2° hun onvermogen niet kennelijk hebben bewerkstelligd, in de zin van de voornoemde wet van 5 juli 1998, in de gevallen bedoeld in artikel 4, 2°;
- 3° het overbruggingsrecht niet hebben verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of opzettelijk onvolledige verklaringen in de gevallen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°.

HOOFDSTUK 4. — *De toekenningsperiode*

Art. 7. § 1. De toekenningsperiode van de financiële uitkering vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in artikel 5, § 2, bedoelde feit zich voordoet.

§ 2. De toekenningsperiode van de sociale rechten vangt aan op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het in artikel 5, § 2, bedoelde feit zich voordoet.

§ 3. De zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten kunnen meerdere keren het in artikel 3 bedoelde overbruggingsrecht genieten, zonder dat de totale duur ervan tijdens de gehele beroepsloopbaan meer mag bedragen dan :

- 1° twaalf maanden voor wat betreft de financiële uitkering en
- 2° vier kwartalen voor wat betreft de sociale rechten.

De maximumduur wordt evenwel verminderd met de maanden en kwartalen die de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot reeds heeft genoten sinds 1 juli 1997 krachtens het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en haar uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van artikel 2bis van voornoemd koninklijk besluit en de uitvoeringsbesluiten van dat artikel.

HOOFDSTUK 5. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling 1. — *De aanvraagprocedure*

Art. 8. § 1. De zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten moeten hun aanvraag indienen bij het sociaal verzekeringsfonds waarbij zij het laatst waren aangesloten.

Sous peine de forclusion, la demande doit être introduite au plus tard pendant le deuxième trimestre suivant le trimestre au cours duquel le fait visé à l'article 5, § 2, se produit.

§ 2. La demande doit être introduite par lettre recommandée, par dépôt d'une requête sur place contre accusé de réception ou, si possible, par voie électronique, selon les modalités et conditions déterminées par la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale.

La caisse d'assurances sociales enregistre chaque demande introduite de la manière précitée dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

Lorsque la demande est introduite par lettre recommandée à la poste, la date du cachet de la poste vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

Lorsque la demande est introduite par le dépôt d'une requête, la caisse d'assurances sociales enregistre la demande immédiatement et remet au demandeur un accusé de réception dans laquelle la date d'enregistrement est mentionnée. La date d'enregistrement vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

Lorsque la demande est introduite par voie électronique, la date de l'envoi électronique vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

§ 3. La caisse d'assurances sociales invite immédiatement le demandeur à dûment compléter un formulaire de renseignements, à le signer et le renvoyer dans les trente jours.

Section 2. — La décision

Art. 9. La caisse d'assurances sociales vérifie si les conditions de la présente loi et des arrêtés d'exécution sont remplies.

La caisse d'assurances sociales notifie la décision au demandeur par lettre recommandée. Si la demande est rejetée, le motif ainsi que les possibilités d'appel devant le tribunal du travail y sont mentionnés.

La caisse d'assurances sociales enregistre la décision dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

Dès que la caisse d'assurances sociales a pris une décision, elle procède, si nécessaire, au versement de la prestation financière.

Section 3. — Le montant mensuel de la prestation financière

Art. 10. § 1^{er}. Le montant mensuel de la prestation financière est égal au montant mensuel de la pension minimum d'un travailleur indépendant, qui remplit les conditions de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, visé au titre *IIbis* du Livre III de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Cependant, le bénéficiaire peut prétendre au montant mensuel plus élevé de la pension minimum d'un travailleur indépendant qui remplit les conditions de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal n° 72 précité, visé au titre *IIbis* du Livre III de la loi du 15 mai 1984 précité, à condition qu'il ait la qualité de "titulaire avec charge de famille" au sens de l'article 225 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

La qualité de "titulaire avec charge de famille" est démontrée à l'aide d'une attestation de l'organisme assureur. Tant que la caisse d'assurances sociales ne dispose pas de l'attestation nécessaire, il ne peut être prétendu qu'au montant mensuel de la pension minimum d'un travailleur indépendant conformément à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal n° 72 précité. Lorsque sur base de l'attestation requise il s'avère que le bénéficiaire doit être considéré comme un "titulaire avec charge de famille", la caisse d'assurances sociales doit procéder à la régularisation nécessaire.

§ 2. Lorsque, dans le courant de la période d'octroi du droit passerelle, le bénéficiaire obtient la qualité de "titulaire avec charge de famille" au sens du paragraphe 1^{er} ou cesse d'avoir cette qualité, la modification au montant mensuel est appliquée à partir du mois suivant cet événement.

Op straffe van verval moet de aanvraag ingediend worden ten laatste binnen het tweede kwartaal volgend op het kwartaal waarin het in artikel 5, § 2, bedoelde feit zich voordoet.

§ 2. De aanvraag moet worden ingediend met een aangetekend schrijven, door neerlegging van een verzoekschrift ter plaatse tegen ontvangstbewijs of, indien mogelijk, via elektronische weg, volgens de modaliteiten en voorwaarden vastgesteld in de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid.

Het sociaal verzekeringsfonds registreert elke op bovenvermelde wijze ingediende aanvraag in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend met een ter post aangetekend schrijven, geldt de datum van de poststempel als datum waarop de aanvraag is ingediend.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend door het neerleggen van een verzoekschrift ter plaatse, registreert het sociaal verzekeringsfonds de aanvraag onmiddellijk en overhandigt de aanvrager een ontvangstbewijs waarop de datum van registratie vermeld wordt. De datum van registratie geldt als datum waarop de aanvraag is ingediend.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend via elektronische weg, geldt de datum van de elektronische verzending als datum waarop de aanvraag is ingediend.

§ 3. Het sociaal verzekeringsfonds nodigt de aanvrager onverwijld uit om binnen de dertig dagen een inlichtingenformulier behoorlijk in te vullen, te ondertekenen en terug te sturen.

Afdeling 2. — De beslissing

Art. 9. Het sociaal verzekeringsfonds gaat na of aan de voorwaarden van deze wet en de uitvoeringsbesluiten is voldaan.

Het sociaal verzekeringsfonds betekent de beslissing aan de aanvrager bij een aangetekend schrijven. Indien de aanvraag wordt verworpen, worden de redenen alsook de beroepsmogelijkheden voor de arbeidsrechtbank er in vermeld.

Het sociaal verzekeringsfonds registreert de beslissing in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

Zodra het sociaal verzekeringsfonds een beslissing heeft genomen, gaat het, zo nodig, over tot de uitbetaling van de financiële uitkering.

Afdeling 3. — Het maandelijks bedrag van de financiële uitkering

Art. 10. § 1. Het maandelijks bedrag van de financiële uitkering is gelijk aan het maandelijks bedrag van het minimumpensioen van een zelfstandige, die voldoet aan de voorwaarden van artikel 9, § 1, eerste lid, 2^o, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, zoals bedoeld in titel *IIbis* van Boek III van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

De begunstigde kan echter aanspraak maken op het hoger maandelijks bedrag van het minimumpensioen van een zelfstandige, die voldoet aan de voorwaarden van artikel 9, § 1, eerste lid, 1^o, van voornoemd koninklijk besluit nr. 72, zoals bedoeld in titel *IIbis* van Boek III van voornoemde wet van 15 mei 1984, op voorwaarde dat hij de hoedanigheid heeft van "gerechtigde met gezinslast" in de zin van artikel 225 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De hoedanigheid van "gerechtigde met gezinslast" wordt bewezen aan de hand van een attest van de verzekeringsinstelling. Zolang het sociaal verzekeringsfonds niet over het vereiste attest beschikt, kan er slechts aanspraak gemaakt worden op het maandelijks bedrag van het minimumpensioen van een zelfstandige overeenkomstig artikel 9, § 1, eerste lid, 2^o, van voornoemd koninklijk besluit nr. 72. Wanneer op grond van het vereiste attest blijkt dat de begunstigde dient te worden beschouwd als een "gerechtigde met gezinslast", dient het sociaal verzekeringsfonds de vereiste regularisatie uit te voeren.

§ 2. Wanneer de begunstigde in de loop van de toekenningsperiode van het overbruggingsrecht de hoedanigheid van "gerechtigde met gezinslast" in de zin van paragraaf 1 verkrijgt of ophoudt deze hoedanigheid te hebben, wordt de wijziging in het maandelijks bedrag uitgevoerd vanaf de maand die op die gebeurtenis volgt.

Section 4. — Modifications

Art. 11. § 1^{er}. Dès que la caisse d'assurances sociales est au courant d'un élément quelconque qui fait obstacle au bénéfice du droit passerelle visé à l'article 3, la caisse d'assurances sociales notifie, par lettre recommandée, une nouvelle décision motivée. La caisse d'assurances sociales enregistre chaque nouvelle décision dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

§ 2. Les bénéficiaires sont obligés de communiquer à la caisse d'assurances sociales tout événement susceptible d'avoir une influence sur la prestation financière et les droits sociaux dans les quinze jours civils.

§ 3. Chaque modification dans les conditions visées à l'article 5 produit ses effets :

- 1° pour la prestation financière visée à l'article 3, 1°, le premier jour du mois suivant le mois de la modification;
- 2° pour les droits sociaux visés à l'article 3, 2°, le premier jour du trimestre suivant le trimestre de la modification.

§ 4. La prestation financière est suspendue durant tout le mois au cours duquel une activité professionnelle est exercée ou tout le mois au cours duquel il peut être prétendu à un revenu de remplacement.

Section 5. — Récupération

Art. 12. La caisse d'assurances sociales doit procéder à la récupération des indus, si nécessaire par voie judiciaire. Les montants récupérés sont transmis à l'Institut national.

En outre, lorsque le bénéficiaire ne satisfait pas à l'article 6, ou, n'a sciemment pas communiqué à sa caisse d'assurances sociales tout événement susceptible d'avoir une influence sur la prestation financière et les droits sociaux conformément à l'article 11, § 2, la prestation financière dont il a bénéficié est intégralement récupérée par la caisse d'assurances sociales qui lui a versé cette prestation financière.

Art. 13. L'Institut national peut totalement ou partiellement renoncer à la récupération de la prestation financière indûment payée.

Une telle renonciation n'est possible que :

- 1° si le débiteur se trouve en état de besoin ou dans une situation voisine de l'état de besoin;
- 2° lorsque la modicité du montant à récupérer ne justifie pas que des frais soient exposés;
- 3° lorsque la récupération résulte de la rectification d'une erreur commise par la caisse d'assurances sociales compétente ou une autre institution de sécurité sociale.

Art. 14. Lorsque, par suite de négligence d'une caisse d'assurances sociales, la prestation financière visée à l'article 3, 1°, a été payée indûment et que la répétition de l'indu s'avère impossible, la caisse d'assurances sociales en est déclarée responsable par décision du ministre ayant le statut social des travailleurs indépendants dans ses attributions, les sommes en cause étant mises à charge du produit des cotisations destinées à couvrir les frais d'administration de la caisse d'assurances sociales concernée.

Section 6. — Prescription

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, l'action en paiement de la prestation financière visée à l'article 3, 1°, se prescrit par trois ans.

Le délai de trois ans prend cours le premier jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel le fait visé à l'article 5, § 2, se produit.

Outre les causes mentionnées au Code civil, la prescription est interrompue par une requête en paiement introduite par lettre recommandée auprès de la caisse d'assurances sociales compétente. L'interruption est valable pour trois ans et peut être renouvelée.

En aucun cas, la caisse d'assurances sociales compétente ne peut renoncer au bénéfice de la prescription fixée par le présent article.

Art. 16. L'action en répétition de la prestation financière visée à l'article 3, 1°, payée indûment se prescrit par trois ans à partir de la date à laquelle le paiement a été effectué.

Afdeling 4. — Wijzigingen

Art. 11. § 1. Zodra het sociaal verzekeringsfonds op de hoogte is van enig element dat een beletsel vormt voor het genot van het in artikel 3 bedoelde overbruggingsrecht, betekent het sociaal verzekeringsfonds, bij een aangetekend schrijven, een nieuwe gemotiveerde beslissing. Het sociaal verzekeringsfonds registreert elke nieuwe beslissing in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

§ 2. De begunstigen zijn verplicht het sociaal verzekeringsfonds elke gebeurtenis die mogelijkerwijze een invloed heeft op de financiële uitkering en de sociale rechten, mee te delen binnen de vijftien kalenderdagen.

§ 3. Elke wijziging in de in artikel 5 bedoelde voorwaarden heeft uitwerking :

- 1° voor de in artikel 3, 1°, bedoelde financiële uitkering, de eerste dag van de maand die volgt op de maand van de wijziging;
- 2° voor de in artikel 3, 2°, bedoelde sociale rechten, de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal van de wijziging.

§ 4. De financiële uitkering wordt opgeschort gedurende de hele maand waarin een beroepsactiviteit wordt uitgeoefend of de hele maand waarin er aanspraak kan worden gemaakt op een vervanging-sinkomen.

Afdeling 5. — Terugvordering

Art. 12. Het sociaal verzekeringsfonds moet overgaan tot de terugvordering van de onrecht uitbetaalde bedragen, zo nodig langs gerechtelijke weg. De teruggevorderde bedragen worden overgemaakt aan het Rijksinstituut.

In het geval de begunstigde niet aan artikel 6 voldoet of, wetens en willens, niet elke gebeurtenis die mogelijkerwijze een invloed heeft op de financiële uitkering en de sociale rechten heeft meegedeeld aan zijn sociaal verzekeringsfonds overeenkomstig artikel 11, § 2, wordt de financiële uitkering die hij genoten heeft, bovendien integraal teruggevorderd door het sociaal verzekeringsfonds dat deze financiële uitkering uitbetaald heeft.

Art. 13. Het Rijksinstituut kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de financiële uitkering die ten onrechte werd uitbetaald.

Dergelijke verzaking is slechts mogelijk :

- 1° indien de schuldenaar zich in staat van behoefte bevindt of in een toestand die de staat van behoefte benadert;
- 2° wanneer de geringheid van het terug te vorderen bedrag niet verantwoordt dat kosten worden gedaan;
- 3° wanneer de terugvordering voortvloeit uit de rechtzetting van een fout begaan door het bevoegde sociaal verzekeringsfonds of een andere instelling van sociale zekerheid.

Art. 14. Wanneer door nalatigheid van een sociaal verzekeringsfonds, de in artikel 3, 1°, bedoelde financiële uitkering ten onrechte werd uitbetaald en de terugvordering van het niet-verschuldigde onmogelijk blijkt, wordt het sociaal verzekeringsfonds verantwoordelijk verklaard bij beslissing van de minister die bevoegd is voor het sociaal statuut der zelfstandigen, en worden de bedoelde bedragen ten laste gelegd van de opbrengst van de bijdragen bestemd om de beheerskosten van het betrokken sociaal verzekeringsfonds te dekken.

Afdeling 6. — Verjaring

Art. 15. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1, tweede lid, verjaart de vordering tot uitbetaling van de in artikel 3, 1°, bedoelde financiële uitkering na verloop van drie jaar.

De termijn van drie jaar neemt een aanvang de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het in artikel 5, § 2, bedoelde feit zich voordoet.

Buiten de oorzaken vermeld in het Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring gestuit door een verzoek tot betaling, bij een aangetekend schrijven, ingediend bij het bevoegde sociaal verzekeringsfonds. De stuiting is geldig voor drie jaar en mag worden hernieuwd.

Het bevoegde sociaal verzekeringsfonds mag in geen geval aan het voordeel van de bij dit artikel bepaalde verjaring verzaken.

Art. 16. De vordering tot terugbetaling van de in artikel 3, 1°, bedoelde financiële uitkering die ten onrechte werd betaald, verjaart na verloop van drie jaar te rekenen van de datum waarop de uitbetaling werd gedaan.

Outre les causes mentionnées au Code civil, la prescription est interrompue par l'action en répétition des paiements indus notifiée au débiteur par lettre recommandée.

Le délai de prescription est porté à cinq ans si la prestation financière payée indûment a été obtenue à la suite de manœuvres frauduleuses ou de déclarations fausses ou sciemment incomplètes, ou encore si le bénéficiaire n'a pas respecté l'engagement fixé à l'article 11, § 2.

Section 7. — Disposition de délégation

Art. 17. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer les modalités suivantes :

- 1° les situations qui peuvent être prises en considération en vertu de l'article 4, 3° et 4°;
- 2° la manière dont la preuve d'une situation est apportée en vertu de l'article 4, 3° et 4°;
- 3° les éléments qui doivent être vérifiés par la caisse d'assurances sociales en vertu de l'article 4, 3° et 4°;
- 4° le moment auquel l'interruption de l'activité indépendante est censée commencer, dans les cas visés à l'article 4, 3°;
- 5° sans préjudice de l'application de l'article 5, § 1^{er}, et l'article 7, § 3, la liaison de la durée du droit passerelle à la période pendant laquelle le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant a constitué des droits à la pension au sein du statut social des travailleurs indépendants;
- 6° en dérogation à l'article 10, § 1^{er}, qu'un montant inférieur de prestation financière sera octroyé aux conjoints aidants;
- 7° les conditions permettant de déroger à l'article 5, § 1^{er}, 4°, et l'article 11, § 4.

CHAPITRE 6. — Dispositions modificatives

Art. 18. A l'article 1^{er}, alinéa 2, 4°, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, les mots "de l'assurance sociale en cas de faillite" sont remplacés par les mots "du droit passerelle".

Art. 19. A l'article 15, § 3, du même arrêté, modifié par la loi du 16 janvier 2013, les mots "ou qui est forcé de cesser son activité, au sens de l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite, de situations y assimilées ou de cessation forcée" sont remplacés par les mots "ou qui est forcé d'interrompre son activité, au sens de l'article 4, 3°, de la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants".

Art. 20. L'article 18, § 3bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1996 et modifié par la loi 16 janvier 2013, est remplacé par ce qui suit :

"§ 3bis. Le régime du droit passerelle est réglé par la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants."

Art. 21. L'article 32, alinéa 1^{er}, 6^{ter}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 17 juillet 2015, est remplacé par ce qui suit :

"6^{ter}. les travailleurs indépendants bénéficiant du maintien des droits sociaux dans le cadre du droit passerelle, visé à l'article 3, 2°, de la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants, pendant quatre trimestres au maximum.

Cette période de quatre trimestres prend cours, en ce qui concerne les travailleurs indépendants, aidants ou conjoints aidants visés à l'article 4 de la loi précitée, le premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel le fait visé à l'article 5, § 2, de ladite loi se produit;"

Buiten de oorzaken vermeld in het Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring gestuit door een, bij een aangetekend schrijven, aan de schuldenaar betekende vordering tot terugbetaling van wat ten onrechte werd uitbetaald.

De verjaringstermijn wordt op vijf jaar gebracht indien de ten onrechte uitbetaalde financiële uitkering werd bekomen door bedrieglijke handelingen of door valse of opzettelijk onvolledige verklaringen of nog indien de begunstigde de verplichting bepaald in artikel 11, § 2, niet heeft nageleefd.

Afdeling 7. — Delegatiebepaling

Art. 17. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de volgende modaliteiten bepalen :

- 1° de situaties die in aanmerking kunnen worden genomen krachtens artikel 4, 3° en 4°;
- 2° de wijze waarop het bewijs van een situatie wordt geleverd krachtens artikel 4, 3° en 4°;
- 3° de elementen die door het sociaal verzekeringsfonds dienen te worden geverifieerd krachtens artikel 4, 3° en 4°;
- 4° het ogenblik waarop de onderbreking van de zelfstandige activiteit, in de gevallen bedoeld in artikel 4, 3°, geacht wordt aan te vangen;
- 5° onverminderd de toepassing van artikel 5, § 1, en artikel 7, § 3, de koppeling van de duur van het overbruggingsrecht aan de periode tijdens dewelke de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot pensioenrechten heeft opgebouwd in het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 6° dat in afwijking van artikel 10, § 1, een lager bedrag van de financiële uitkering toegekend zal worden aan de meewerkende echtgenoten;
- 7° de voorwaarden om toe te laten af te wijken van artikel 5, § 1, 4°, en artikel 11, § 4.

HOOFDSTUK 6. — Wijzigingsbepalingen

Art. 18. In artikel 1, tweede lid, 4°, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, worden de woorden "de sociale verzekering in geval van faillissement" vervangen door de woorden "het overbruggingsrecht."

Art. 19. In artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 16 januari 2013, worden de woorden "of die zijn activiteit gedwongen heeft stopgezet in de zin van artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, daarmee gelijkgestelde situaties of gedwongen stopzetting" vervangen door de woorden "of die zijn activiteit gedwongen heeft onderbroken in de zin van artikel 4, 3°, van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen".

Art. 20. Artikel 18, § 3bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1996 en gewijzigd bij de wet 16 januari 2013, wordt vervangen als volgt :

"§ 3bis. Het stelsel van het overbruggingsrecht wordt geregeld door de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen."

Art. 21. Artikel 32, eerste lid, 6^{ter}, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 17 juli 2015, wordt vervangen als volgt :

"6^{ter}. de zelfstandigen die het behoud van de sociale rechten in het kader van het overbruggingsrecht genieten, bedoeld in artikel 3, 2°, van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen, gedurende ten hoogste vier kwartalen.

Wat de in artikel 4 van voornoemde wet bedoelde zelfstandigen, helpers of meewerkende echtgenoten betreft, vangt deze periode van vier kwartalen aan op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het feit bedoeld in artikel 5, § 2, van voornoemde wet zich voordoet;"

Art. 22. A l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par la Loi-programme du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le d) est remplacé par ce qui suit :

“d) le droit passerelle;”;

2° le f) est abrogé.

CHAPITRE 7. — *Dispositions abrogatoires, transitaires et d'entrée en vigueur*

Art. 23. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 22 février 1998, 24 janvier 2002, 27 décembre 2004, 27 avril 2007, 24 juillet 2008, 19 juin 2009, 19 mai 2010, 16 janvier 2013 et 16 décembre 2015;

2° l'arrêté royal du 6 juillet 1997 portant exécution de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite, de situations y assimilées ou de cessation forcée, modifié par l'arrêté royal du 13 mars 2013;

3° l'arrêté royal du 14 janvier 1999 portant exécution de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite, de situations y assimilées ou de cessation forcée, modifié par les arrêtés royaux des 7 septembre 2003, 26 avril 2007 et 13 mars 2013;

4° l'arrêté royal du 13 mars 2013 portant exécution de l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite, de situations y assimilées ou de cessation forcée et portant modification de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement générale en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

5° l'arrêté ministériel du 23 juillet 1997 déterminant le modèle de formulaire de renseignements en vue de l'obtention d'une assurance sociale en cas de faillite, pris en exécution de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 portant exécution de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

6° l'arrêté ministériel du 7 avril 1999 déterminant le modèle de formulaire de renseignements en vue de l'obtention d'une assurance sociale en cas de faillite, pris en exécution de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 portant exécution de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 24. § 1^{er}. Les arrêtés visés à l'article 23, continuent à s'appliquer à toutes les cessations, visées à l'article 1^{er}bis de l'arrêté du 18 novembre 1996 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants, qui ont eu lieu avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. La présente loi s'applique à tous les faits, visés à l'article 5, § 2, de la présente loi, qui ont lieu à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 22. In artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatst gewijzigd bij de Programmawet van 22 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder d) wordt vervangen als volgt :

“d) het overbruggingsrecht;”;

2° de bepaling onder f) wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffings-, overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen*

Art. 23. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998, 24 januari 2002, 27 december 2004, 27 april 2007, 24 juli 2008, 19 juni 2009, 19 mei 2010, 16 januari 2013 en 16 december 2015;

2° het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, daarmee gelijkgestelde situaties of gedwongen stopzetting, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2013;

3° het koninklijk besluit van 14 januari 1999 tot uitvoering van artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, daarmee gelijkgestelde situaties of gedwongen stopzetting, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 september 2003, 26 april 2007 en 13 maart 2013;

4° het koninklijk besluit van 13 maart 2013 tot uitvoering van artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, daarmee gelijkgestelde situaties of gedwongen stopzetting en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

5° het ministerieel besluit van 23 juli 1997 tot vaststelling van het model van inlichtingsformulier voor het verkrijgen van een sociale verzekering in geval van faillissement, in uitvoering van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

6° het ministerieel besluit van 7 april 1999 tot vaststelling van het model van inlichtingsformulier voor het verkrijgen van een sociale verzekering in geval van faillissement, in uitvoering van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 24. § 1. De in artikel 23 bedoelde besluiten blijven van toepassing op alle stopzettingen, bedoeld in artikel 1bis van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen, die hebben plaatsgevonden vóór de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

§ 2. Deze wet is van toepassing op alle in artikel 5, § 2, van deze wet bedoelde feiten, die plaatsvinden vanaf de datum van inwerkingtreding ervan.

Art. 25. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mevr. M. DE BLOCK

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Nota

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 2167

Compte rendu intégral : 15 décembre 2016

Art. 25. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale zaken,
Mevr M. DE BLOCK

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 2167

Integraal Verslag : 15 december 2016

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2016/14399]

25 DECEMBRE 2016. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les règles provisoires qui valent comme contrat de gestion d'Infrabel et de la SNCB

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, l'article 5, § 3, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les règles provisoires qui valent comme contrat de gestion d'Infrabel et de la SNCB;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il est nécessaire, compte tenu du cadre budgétaire actuel et des économies qui sont imposées par le gouvernement au monde ferroviaire, de fixer définitivement la répartition des dotations pour 2016 afin de permettre à la SNCB et à Infrabel de clôturer leurs comptes pour cette année et qu'il est nécessaire de garantir la continuité du financement des services publics dans l'attente des nouveaux contrats de gestion par la fixation de dotations provisoires à partir de 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2016;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2016/14399]

25 DECEMBER 2016. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de voorlopige regels die als beheerscontract van Infrabel en NMBS gelden

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, artikel 5, § 3, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de voorlopige regels die als beheerscontract van Infrabel en NMBS gelden;

Gelet op artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse, gezien de hoogdringendheid gemotiveerd door de omstandigheid dat het nodig is, rekening houdend met het huidige begrotingskader en de besparingen die zijn opgelegd door de regering aan de spoorwereld, om definitief de verdeling vast te stellen van de toelagen voor 2016 om aan NMBS en Infrabel toe te laten om hun rekeningen voor dit jaar af te sluiten en dat het nodig is om de continuïteit te waarborgen van de financiering van de openbare diensten in afwachting van de nieuwe beheerscontracten door de vaststelling van voorlopige toelagen vanaf 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 21 december 2016;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de hoogdringendheid;